

Brésil : « Celles et ceux qui luttent sont en danger, la solidarité internationale est très importante pour continuer notre résistance »

lundi 25 mars 2019, par [BRULEZ Sébastien](#), [PETRONE Taliria](#) (Date de rédaction antérieure : 9 mars 2019).

À bientôt 34 ans, Taliria Petrone est une militante brésilienne de la cause décoloniale et une féministe anticapitaliste. Éluë récemment députée au Parlement fédéral pour le Parti Socialisme et Liberté (PSoL), elle était aussi une camarade de lutte de Marielle Franco, conseillère communale du PSoL assassinée le 14 mars 2018 avec son chauffeur Anderson Gomes. Nous l'avons rencontrée lors de son passage en Europe. Interview.

Sébastien Brulez - Que signifie aujourd'hui, au Brésil, être une femme noire engagée en politique et députée fédérale pour le PSoL ?

Taliria Petrone - La politique est un non-lieu pour nous, parce qu'elle touche à deux choses qui nous ont été niées tout au long de l'histoire. La politique c'est le pouvoir et le pouvoir n'a jamais été pour nous, femmes noires. La politique c'est aussi occuper l'espace public, et historiquement cet espace public non plus n'a jamais été pour les femmes noires. Tout cela dans un pays qui a été un des derniers à abolir l'esclavage et qui a développé une logique patriarcale et un fondamentalisme religieux, qui sont des composantes de la colonisation. Et cette histoire n'est pas refermée, c'est une histoire présente. Encore aujourd'hui, le fait que nous occupions l'espace de la politique institutionnelle, du Parlement, provoque l'étonnement de beaucoup de gens. Et pour nous qui assumons cette tâche militante, il est douloureux d'être tous les jours remises en cause. Mais d'un autre côté, c'est une nécessité d'occuper ces espaces. Cela nous permet de faire exister au parlement les choses que nous vivons au quotidien.

« Marielle était une femme noire, lesbienne, issue des favelas, socialiste, mère... Elle amenait tout ça au parlement et elle a été victime d'un crime politique d'État »

Après l'assassinat politique de Marielle, le besoin d'avoir des femmes noires qui occupent le parlement est devenu plus urgent que jamais. Marielle était une femme noire, lesbienne, issue des favelas, socialiste, mère... Elle amenait tout ça au parlement et elle a été victime d'un crime politique d'État. Cela provoque chez nous de la peur mais aussi la conviction que nous devons, et que nous allons, continuer à occuper toujours plus les espaces du pouvoir. Parce que nous sommes la majorité de la population, nous les femmes noires du Brésil. Et parce que nous voulons faire autre chose du pouvoir, le collectiviser, le rendre plus horizontal et le rendre à cette majorité de la population.

Qu'est-ce qui a changé depuis l'arrivée au pouvoir de Bolsonaro ?

La démocratie brésilienne est très jeune, incomplète. Et elle n'est jamais vraiment arrivée dans les favelas, les territoires les plus pauvres du pays. Cependant, l'élection de Bolsonaro met en péril cette démocratie que voulions élargir et radicaliser. Bolsonaro a été élu avec un discours qui disait qu'il préférait « un fils mort plutôt que gay », en faisant l'apologie des bourreaux de la dictature et en propageant un discours de haine. Le peuple brésilien a vu comme antisystème quelqu'un qui est la plus grande expression du système. La gauche a maintenant la tâche de retourner dans les quartiers pour disputer ce discours.

« Le peuple brésilien a vu comme antisystème quelqu'un qui est la plus grande expression du système »

Le gouvernement de Bolsonaro a trois caractéristiques très graves : C'est un gouvernement néolibéral, très autoritaire - il a le plus grand nombre de militaires depuis de la dictature ; et il combine ces deux caractéristiques avec une « morale » basée sur le fondamentalisme religieux. Durant ces deux premiers mois de gouvernement, on a pu observer des attaques sur trois terrains principaux : le gel pour 20 ans des investissements dans la santé, l'éducation et les aides sociales ; un programme de privatisations et de flexibilisation des lois du travail ; et la volonté d'en finir avec les pensions (en augmentant l'âge de la pension et en allant vers un système à capitalisation privée).

Pour maintenir cette expansion du capital et du secteur privé, pour garantir cet État minimum en ce qui concerne les droits, Bolsonaro élargi l'État répressif. Au Brésil, tous les jours, 153 personnes sont assassinées (c'est l'équivalent d'un Boeing 737 qui s'écrase tous les jours). Parmi ces personnes assassinées, au moins un tiers le sont par l'État. Tous les ans, 30 000 jeunes sont assassinés ; parmi lesquels 77 % sont de jeunes noirs. La fameuse « guerre contre la drogue » est utilisée comme excuse pour un génocide de la population noire au Brésil. Notre pays a aussi la troisième population carcérale du monde, plus de 700 000 prisonniers, dont 40 % sont toujours en l'attente d'un jugement, et dont 70 % sont noirs. Et cette réalité ne fera qu'empirer avec les mesures du gouvernement Bolsonaro : le nouveau paquet « anti-crime » du ministre Sergio Moro, qui propose de légaliser les assassinats commis par la police - les enquêtes ne seront plus nécessaires. Ainsi que la proposition de créer un régime de « sécurité maximale » (jusqu'à 720 jours d'isolement possible) pour les leaders de cuadras [gangs] et qui pourra s'appliquer avant jugement. N'importe quel militant pourrait y être soumis.

Enfin, il y a l'approfondissement de la loi anti-terroriste. Au Brésil il n'y a pas de terrorisme mais les mouvements sociaux sont considérés comme terroristes. Tout cela dans un pays où le fils du Président, aujourd'hui sénateur, a eu pendant dix ans dans son cabinet des membres de la famille de paramilitaires. Et tout cela dans un des pays qui tue le plus de défenseur.e.s des droits humains dans le monde.

Il y aussi beaucoup de victimes parmi les défenseur.e.s de l'environnement...

Oui, la plupart des défenseur.e.s des droits assassiné.e.s sont lié.e.s aux luttes pour la justice environnementales, pour la terre et les territoires. Et Bolsonaro a choisi son camp : il est du côté des représentants de l'agrobusiness. Récemment, 86 pesticides « agrottoxiques » ont été de nouveau autorisés, alors qu'ils sont interdits en Europe et aux Etats-Unis. Le ministère de l'Agriculture est occupé par une représentante de l'agrobusiness. Bolsonaro a mis la Funai [organisme responsable des politiques relatives aux peuples indigènes] sous la tutelle de ce ministère. Et un représentant du secteur minier est à la tête du ministère de l'Environnement, quelqu'un qui a même été accusé de modifier les cartes pour permettre d'étendre l'exploitation minière. Ce sera comme Bolsonaro l'a dit durant sa campagne : « Il n'y aura plus de terres pour les indigènes ». Il va flexibiliser la réglementation environnementale et a également fermé Consea [le Conseil national de la souveraineté alimentaire] qui s'occupait des questions liées à l'agroécologie et s'opposait à

l'agrobusiness. La politique environnementale de Bolsonaro est un désastre qui va permettre que de nouvelles tragédies, comme Mariana ou Brumadinho [ruptures de barrages miniers ayant fait plus de 300 mort.e.s et disparu.e.s], se répètent à l'avenir.

« La politique environnementale de Bolsonaro est un désastre qui va permettre que de nouvelles tragédies se répètent à l'avenir »

Celles et ceux qui luttent contre tout cela sont en danger, notamment à cause du projet de flexibilisation du port d'arme. Les propriétaires terriens pourront tirer et tuer, par exemple lors d'occupation de terres par des populations indigènes.

Depuis l'Europe, comment peut s'exprimer la solidarité internationale envers celles et ceux qui luttent au Brésil ?

La démocratie brésilienne est en danger et la solidarité internationale est très importante pour que nous puissions continuer notre résistance. Il est important de rendre visible les graves actions du gouvernement et de continuer à les dénoncer devant toutes les organisations internationales. Il est important que les gens soient dans la rue le 14 mars pour réclamer la justice pour Marielle Franco. Parce que tant que ce crime politique ne sera pas jugé, il n'y aura pas de démocratie au Brésil. Il est important d'internationaliser nos résistances. Il y a beaucoup de militantes et militants qui luttent, qui même en cette période descendent dans la rue, font grève ; des mères de jeunes assassinés qui manifestent pour réclamer justice... La lutte continue et elle est nécessairement internationale !

Propos recueillis par Sébastien Brulez

P.-S.

• Gauche anticapitaliste, 09/03/2019 :
<https://www.gaucheanticapitaliste.org/au-bresil-elles-et-ceux-qui-luttent-sont-en-danger/>